Fiche sur le plafond d'emplois et la masse salariale :

Le montant de la dotation de l'Etat distingue les montants affectés :

- à la masse salariale,
- au fonctionnement,
- à l'investissement.

Les montants affectés à la masse salariale sont limitatifs **ET** sont assortis d'un plafond d'emplois que l'établissement est autorisé à rémunérer.

Le montant des dépenses de personnel ne peut pas excéder la dotation annuelle de masse salariale de l'Etat augmentée des éventuelles ressources propres d'exploitation***. Dès lors, le CA détermine le montant des ressources propres qui peuvent financer des dépenses de personnel.***

1) le plafond d'emplois de l'Etat :

Il est fixé par le ministère (Direction Générale pour l'Enseignement Supérieur et l'Insertion Professionnelle - DGESIP) et comprend l'ensemble des emplois financés en tout ou partie par l'Etat. Ce plafond inclut les emplois directement rémunérés sur le budget de l'Etat (ex-titre 2 - actuellement la très grande majorité des personnels notamment tous les fonctionnaires hors emplois gagés) et ceux rémunérés sur des crédits issus de la subvention annuelle de l'Etat à l'université (ATER, contrats doctoraux, fonctionnaires sur emplois gagés…). ***Ce plafond ne peut pas être modifié par le CA.***

Pour l'université de Lille 1, ce plafond a été fixé à **2 557 ETP** pour l'année 2011 (cf : tableau 1). Il faut rappeler que les 103 ETP liés aux emplois gagés et les 60,24 ETP issus des emplois BIATOSS compensés ne sont que partiellement financés par l'Etat. Leur comptabilisation dans le plafond d'emplois présente donc un certain caractère théorique, en l'absence de crédits de masse salariale Etat suffisants. Il ne serait pas soutenable financièrement de tous les pourvoir.

En l'absence de notification par la DGESIP pour l'année 2012, le plafond de l'année 2011 est reconduit en 2012 et sera maintenu si aucune modification n'est décidée par le ministère.

2) le plafond d'emplois rémunérés par l'établissement :

Ce plafond global comprend le plafond d'emplois fixé par l'Etat majoré du nombre d'emplois (en ETP) financés sur des ressources propres de l'université. Il est également proposé de reconduire le plafond d'emplois Etablissement à **330 ETP** en 2012, identique à celui voté en 2011 (cf : tableau 1).

C'est donc le plafond global, plafond d'emplois Etat + plafond d'emplois Etablissement, qui est voté par le CA, soit 2 887 ETP (2 557 + 330)

3) la masse salariale :

Il n'existe qu'une seule masse salariale pour l'établissement qui intègre :

- le socle 2012 défini par le ministère (Direction des Affaires Financières - DAF) pour rémunérer les personnels sur emplois de l'ex-titre 2. Fin octobre 2011, la DAF a envoyé par courrier électronique le montant de la dotation suite à ajustements pour 2012 qui s'élève à 144 719 065 € (cf : tableau 2),
- la part masse salariale de la subvention de l'Etat liée à la dotation globale de fonctionnement et également définie par le ministère (DGESIP). A ce jour, cette subvention pour 2012 n'a pas été communiquée par la DGESIP. Dès lors, il est proposé de se baser sur la première estimation de dotation effectuée par la DGESIP en 2011 soit un montant de 18 871 882 € (cf : tableau 2),

- les ressources propres dédiées à la rémunération des personnels. Ce montant sera présenté à l'occasion du vote du budget.

S'agissant de la consommation de la masse salariale en 2011, compte tenu de la constatation sur les 10 premiers mois de l'année et des prévisions pour novembre et décembre, elle devrait s'établir à **174,5 millions d'€**, versements des capitaux-décès inclus (cf : tableau 3). Ce montant correspond à une augmentation de 1,9 % (hors chômage payé sur le budget de l'Etat, celui-ci restant en 2011 directement à la charge de l'Etat) entre 2010 et 2011 (+ 3,18 millions d'€). Cette augmentation résulte pour l'essentiel de la hausse au 1er janvier 2011 du taux de cotisation patronale des pensions civiles des fonctionnaires décidée par l'Etat. Pour information, les augmentations de la masse salariale entre 2008 et 2009 et entre 2009 et 2010 étaient respectivement de + 2,4 % et de + 5,1 %.
Sur la base de la consommation prévisionnelle 2011 et des éléments d'évolution connus à ce jour[1], les premières prévisions pour l'année 2012 évaluent à **178 millions d'€** le besoin total en crédits de masse salariale (cf : tableau 3) correspondant à une augmentation prévisionnelle de + 2 %.

Toutefois, qu'il s'agisse de la consommation définitive de la masse salariale 2011 et des prévisions 2012 ou des crédits de masse salariale alloués par l'Etat ou de ceux qui seront mobilisés au titre des ressources propres, il ne peut s'agir que de montants estimatifs qui seront actualisés début 2012.

4) la fongibilité asymétrique :

Pour ce qui concerne les ressources propres, le CA a toute latitude pour augmenter ou diminuer le montant des ressources propres mobilisées (modification de la ventilation part masse salariale/part fonctionnement).

Par contre, au niveau de la masse salariale Etat, le CA ne peut que procéder, le cas échéant, à une diminution des crédits ouverts au profit de la section de fonctionnement. Il s'agit de la fongibilité asymétrique.

[1] pour l'essentiel : nouvelle augmentation au 1er janvier 2012 du taux de cotisation patronale de la pension civile, estimation du GVT solde, reclassement des personnels de catégorie B des filières ITRF et Bibliothèques, évolution indemnitaire des personnels BIATOS, modifications de la structure des emplois, politique relative aux contractuels de catégorie A, transfert partiel des allocations chômage du budget Etat vers le budget de l'université.

Université Lille1 Sciences et Technologies

Pôle RH - Service des affaires générales
et du suivi de la masse salariale et des emplois

TABLEAU 1

Plafond d'emplois - Budget Primitif 2012

	Consommation ETP en 2010 (1)	Plafond d'Emplois 2011	Prévisions de la consommation ETP 2011 (1)	Prévisions Emplois 2012 (2)
Enseignants chercheurs	1 046,1	1 061,0	1 037,4	1 059,0
Enseignants	208,5	217,5	205,6	216,5
BIATOSS	817,6	854,0	827,6	857,0
congé de formation	0,5	1,5	0,3	1,5
ex Titre 2 (hors allocataires Recherche)	**2 072,8**	**2 134,0**	**2 070,8**	**2 134,0**
Contrats Doctoraux et alloc. Recherche (3)	**208,1**	**206,0**	**195,5**	**206,0**
ATER et ATER mi-temps	39,5	47,5	38,8	47,5
Lecteurs	3,0	3,0	2,7	3,0
Post-docs		3,0		3,0
S/T emplois rémunérés sur subvention	**42,5**	**53,5**	**41,5**	**53,5**
Emplois gagés	**101,0**	**103,0**	**94,7**	**103,0**
Emplois BIATOSS compensés		**60,24**	**3,7**	**60,24**
TOTAL Plafond 1 - Etat (emplois financés pour tout ou partie par l'Etat)	**2 424,4**	**2 557,0**	**2 406,2**	**2 557,0**
TOTAL Plafond 2 - Ressources Propres (emplois financés entièrement par l'établissement)	**328,1**	**330,0**	**319,1**	**330,0**
TOTAL GENERAL	**2 752,5**	**2 887,0**	**2 725,3**	**2 887,0**

(1) Source HARPEGE, moyenne mensuelle sur l'année civile basée sur la consommation constatée de janvier à octobre 2011 et la consommation prévisionnelle de novembre et décembre 2011.
(2) La DGESIP n'a pas encore communiqué le plafond Etat pour 2012. Prévisions et répartition effectuées sur la base des plafonds 2011 et de l'évolution de la structure d'emplois suite à la campagne 2011, soit une transformation de 3 emplois enseignants (2 MCF et 1 assistant) en 3 emplois BIATOS (IGR).
(3) Les doctorants contractuels cofinancés par le Conseil Régional ou d'autres organismes impactent le plafond 2 - Ressources Propres. Leur augmentation à la rentrée universitaire 2011 a été compensée par la diminution du recrutement des contrats doctoraux financés par l'Etat.

Université Lille1 Sciences et Technologies

TABLEAU 2

Pôle RH - Service des affaires générales
et du suivi de la masse salariale et des emplois

Masse Salariale Etat - Budget Primitif 2012

	Crédits Etat 2012
ex Titre 2 (hors allocataires Recherche)	**144 719 065 €**

rappel dotation définitive 2011 : 142 205 507 €

ATER et ATER mi-temps	*2 078 244 €*
Lecteurs	*77 439 €*
Post-docs	*122 400 €*
S/T emplois rémunérés sur subvention	***2 278 083 €***
Contrats Doctoraux et alloc. Recherche	*5 584 639 €*
Emplois gagés	-
Emplois BIATOSS compensés	*1 777 092 €*
monitorats	*848 424 €*
charges diverses associées	*815 712 €*
autres crédits de masse salariale	*4 676 873 €*
compensation Enseignants	*2 891 059 €*
ex Titre 3 (part masse salariale de la DGF)	***18 871 882 €***

en italique : base subvention DGESIP 2011, 2012 n'ayant pas encore été communiquée.

TOTAL crédits de l'Etat 2012	**163 590 947 €**

Université Lille 1 - Sciences et Technologies
Pôle Ressources Humaines

04/11/2011

Suivi de la masse salariale et des emplois

TABLEAU 3

Tableau de suivi des dépenses de personnels - Année 2011

Suivi de la masse salariale par catégorie de dépenses

Catégorie dépenses	Type dépenses	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Rémunérations principales	Rémunérations principales (traitement brut, SFT, ind. Résidence)	7 464 826	7 677 556	7 649 366	7 583 002	7 540 971	7 582 792	7 587 410	7 490 005	7 263 980	7 537 143			75 377 052
Indemnités	Indemnités indexées (PPRS,IAT, IFTS,PRES, PEDR-PES…)	1 026 764	317 191	589 035	246 036	244 022	588 834	1 023 725	365 856	614 753	288 971			5 305 188
	Indemnités non indexées (Prime d'administration, BIB, PFR, CET…)	40 970	95 967	64 207	87 300	46 970	69 235	46 756	122 657	48 346	44 244			666 653
Cours complémentaires	Cours complémentaires		405 733	372 761	512 353	374 463	125 576	373 872	2 244 415	458 553	510 660			5 378 386
Charges patronales	CAS pensions civiles + ATI civils (fonctionnaires)	3 923 073	3 956 841	3 949 932	3 893 271	3 888 231	3 894 981	3 915 169	3 902 407	3 932 346	3 978 866			39 235 116
	Autres cotisations patronales (Non titulaires et fonctionnaires)	1 613 368	1 742 465	1 760 812	1 722 111	1 710 040	1 675 925	1 747 956	1 842 508	1 556 552	1 646 057			17 017 796
Prestations sociales	Accidents du travail (prestations assurance invalidité)	984	3 613	4 286	1 407	2 946	2 221	2 282	2 191	751	3 694			24 376
	Allocation de retour à l'emploi	5 373	31 173	28 437	18 677	28 624	17 535	17 360	18 737	28 440	18 426			212 783
	CLD (traitement brut)	14 724	18 350	29 581	18 653	17 657	33 502	31 127	27 042	30 598	24 596			245 831
	Remboursement transport domicile/travail	7 215	21 383	15 422	24 174	14 363	14 633	13 378	10 393	12 307	12 280			145 548
Autres Prestations sociales	Capital Décès				44 330			8 838			55 690			108 858
	Remboursement des honoraires AT-MP-Comité médical													-
	Action Sociale													-
Vacations	Vacations administratives/ techniques (surveillance, inscriptions…)	12 845	94 989	41 710	40 964	29 977	25 176	59 372	32 279	17 949	54 983			410 244
	Contrats étudiants	20 620	23 332	38 011	38 223	32 692	30 355	23 228	8 140	16 089	3 123			233 814
	Total dépenses constatées	**14 130 765**	**14 388 593**	**14 543 563**	**14 230 503**	**13 930 956**	**14 060 765**	**14 850 474**	**16 066 631**	**13 980 664**	**14 178 732**			**144 361 646**
	Cumul dépenses constatées	**14 130 765**	**28 519 358**	**43 062 920**	**57 293 423**	**71 224 379**	**85 285 144**	**100 135 618**	**116 202 249**	**130 182 913**	**144 361 645**			
	Prévisions											***15 000 000***	***14 800 000***	**29 800 000**

A titre indicatif, montant des réductions de cotisations heures complémentaires :		10 256	2 754	15 990		7 000	25 314	148 919	48 807	43 502	*5 000*	*20 000*	***327 543***
Dépenses constatées et prévisionnelles + Exonération	**14 130 765**	**14 398 849**	**14 546 317**	**14 246 493**	**13 930 956**	**14 067 765**	**14 875 788**	**16 215 550**	**14 029 471**	**14 222 234**	***15 005 000***	***14 820 000***	***174 489 189***

Prévisions 2012	***178 000 000***